

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 26 juin 2013

Objet n° 4 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; Mme Cécile Jodogne, Conseiller communal; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mohamed Lahlali, Mme Isabelle Durant, MM. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Conseillers communaux; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Catherine Moureaux, Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mme Lorraine de Fierlant, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mmes Barbara Trachte, Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Conseillers communaux; M. Jacques Bouvier, Secrétaire communal.

ABSENTS: M. Emin Ozkara, Mmes Laurette Onkelinx, Filiz Güles, M. Mohamed Echouel, Conseillers communaux.

#Objet : Taxe communale sur les salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci - Exercices 2013 et 2014 - Modification #

LE CONSEIL COMMUNAL
Décidé, par 31 voix contre 12 et 0 abstention(s).

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales et provinciales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du CIR 92 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu sa délibération du 25 novembre 2009, votant le renouvellement et la modification du règlement relatif à la taxe sur les salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci; pour les exercices 2010 à 2014 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28 mai 2013 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1

Il est établi pour les exercices 2013 à 2014 une taxe communale sur les salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci.

Sont visés :

1. le dépôt ou l'abandon de déchets en dehors des endroits prévus ou spécialement aménagés à cet effet ainsi que le dépôt de sacs de déchets dans une corbeille publique ;
2. le dépôt ou l'abandon d'immondices ou de déchets assimilés aux immondices en dehors des lieux et heures prévus pour leur enlèvement ;
3. le fait de coller des affiches ou des autocollants sur le mobilier urbain ou sur un immeuble ou un ouvrage public ou privé ;
4. le fait ayant pour conséquence de salir les voies ou lieux publics, ou d'y porter atteinte à la propreté publique.

Article 2

La taxe est due solidairement par :

1. la personne qui a effectué le dépôt ou l'abandon ou le détenteur originel de la chose déposée ou abandonnée, dans cet ordre selon les possibilités d'identification, lorsque le dépôt ou l'abandon est effectué sur la voie publique, ou, dans les autres cas, l'auteur du dépôt ou de l'abandon, le détenteur originel de la chose déposée ou abandonnée, ou l'occupant ou le propriétaire du fonds sur lequel le dépôt ou l'abandon est effectué; dans cet ordre selon les possibilités d'identification ;
2. le propriétaire, le responsable ou le gardien de la personne, de l'animal ou de la chose, au sens des

articles 1384 à 1386 du Code civil, qui a effectué le dépôt ou l'abandon ou qui a engendré la salissure ;
 3. le propriétaire ou l'éditeur responsable de l'affiche ou de l'autocollant, ou la personne qui a collé l'affiche ou l'autocollant ou effectué le graffiti, tag ou autre inscription ;
 4. la personne dont l'acte est constitutif d'une salissure au sens du présent règlement.

Article 3

Est exemptée du paiement de la taxe la personne qui a collé une affiche ou un autocollant alors qu'elle en avait reçu l'autorisation du propriétaire, occupant ou gestionnaire du bien.

Article 4

Les taux de la taxe fixés pour 2013 seront majorés au 1er janvier 2014 au taux de 2%, arrondis à la demi dizaine d'euro la plus proche, conformément au tableau ci-dessous :

| | | Exercice 2013 | Exercice 2014 |
|---------|--|---------------|---------------|
| TA UX 1 | par m ² de voirie salie par le passage d'un engin de chantier tel un camion ou une grue. En tout état de cause, un montant minimal de € 300,00 sera perçu | € 30,00 | € 30,00 |
| TA UX 2 | pour toute salissure occasionnée par une personne ou par la chose, l'animal ou la personne qu'elle a sous sa garde | €110,00 | €110,00 |
| TA UX 3 | pour toute déjection humaine | €125,00 | €130,00 |
| TA UX 4 | par avaloir bouché | €150,00 | €155,00 |
| TA UX 5 | par sac ou récipient contenant des immondices ou déchets assimilés aux immondices. En cas de récidive dans les 5 ans le taux initial est augmenté de 50€ | €150,00 | €155,00 |
| TA UX 6 | par m ³ de déchets contenant du papier et/ou du carton non destinés à l'enlèvement par collecte des immondices. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une quantité minimale d'1m ³ | €245,00 | €250,00 |
| TA UX 7 | par m ³ de sacs, récipients, objets ou déchets non destinés à l'enlèvement par collecte des immondices, à l'exception des déchets du papier, du carton, de construction, démolition ou rénovation tels des gravats, résidus de peinture, plaques de ciment, châssis de portes et fenêtres, etc. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une quantité minimale d'1m ³ | €395,00 | €405,00 |
| TA UX 8 | par m ² ou fraction de m ² de superficie salie par des affiches ou autocollant. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une surface minimale d'1m ² | €215,00 | €220,00 |
| TA UX 9 | par m ³ de déchets de construction, démolition ou rénovation tels des gravats, résidus de peinture, plaques de ciment, châssis de portes et fenêtres, etc. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une quantité minimale d'1m ³ | €780,00 | €795,00 |

Article 5

La taxe est perçue au comptant contre remise d'une preuve de paiement ou par voie de rôle. Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 6

A partir du moment où la taxe fait objet d'un enrôlement, elle est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des Impôts sur les Revenus de 1992.

Article 7

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 8

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou par son représentant et mentionne les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de six mois à partir de la date d'envoi de l'avertissement extrait de rôle ou de celle de la perception de la taxe perçue autrement

que par rôle.

Article 9

La présente délibération sort ses effets le 5^{ième} jour qui suit le jour de sa publication. Elle annule et remplace la délibération du 25 novembre 2009 visée en préambule

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 26 juin 2013.

Par le Conseil:

Jacques Bouvier
Secrétaire communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 26 juni 2013

Voorwerp nr 4 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; Mevr. Cécile Jodogne, Gemeenteraadslid; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mohamed Lahlali, Mevr. Isabelle Durant, HH. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Gemeenteraadsliden; H. Frederic Nimal, Schepen wnd.; HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Catherine Moureaux, Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Barbara Trachte, Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Gemeenteraadsliden; H. Jacques Bouvier, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Emin Ozkara, Mevr. Laurette Onkelinx, Filiz Güles, H. Mohamed Echouel, Gemeenteraadsliden.

#Objet : Gemeentebelasting op het vervuilen van de openbare wegen en plaatsen of zichtbaar vanaf deze - Dienstjaren 2013 en 2014 - Wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 31 stem(men) tegen 12 en 0 onthouding(en).

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk het artikel 117, alinea 1 en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provinciale- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen; in het bijzonder artikels 91 tot 94;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken;

Gelet op de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot en met 10 van WIB 92;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet zijn raadsbesluit van 25 november stemmend de verlenging en de wijziging van het belastingreglement op het vervuilen van de openbare wegen en plaatsen of zichtbaar vanaf deze; voor de dienstjaren 2010 tot 2014;

Gezien de financiële situatie van de gemeente;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 mei 2013;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1

Voor de aanslagjaren 2013 tot 2014 wordt een gemeentebelasting vastgesteld op het vervuilen van de openbare wegen en plaatsen of zichtbaar vanaf deze.

Worden bedoeld:

1. het plaatsen of achterlaten van afval buiten de voorziene of speciaal daartoe aangelegde plaatsen of iedere plaatsing van een zak met afval in een openbare afvalbak;
2. het plaatsen of achterlaten van huisvuil of met huisvuil gelijkgesteld afval buiten de plaatsen en tijdstippen voorzien voor de ophaling ervan;
3. het aanplakken van affiches of zelfklevers op het stadsmeubilair of op een openbaar of privaat gebouw of bouwwerk;
4. het feit dat leidt tot de vervuiling van openbare wegen of plaatsen of de openbare netheid in het gedrang brengt.

Artikel 2

De belasting is solidair verschuldigd door:

1. de persoon die het afval achterlaat of de persoon die het achtergelaten goed aanvankelijk in zijn bezit had, in deze volgorde volgens de identificatiemogelijkheden, als dit gebeurt op de openbare weg, en in de andere gevallen, de auteur, de persoon die het achtergelaten goed aanvankelijk in zijn bezit had of de bezetter of de eigenaar van de bodem waarop het afval achtergelaten wordt; in deze volgorde volgens de identificatiemogelijkheden;

2. de eigenaar, de verantwoordelijke of de houder van de persoon, het dier of de zaak, in de zin van artikel 1384 tot 1386 van het Burgerlijk Wetboek, die het afval heeft achtergelaten of er de vervuiling van heeft teweeggebracht;
3. de eigenaar of de verantwoordelijke uitgever van de affiche of de zelfklever, of de persoon die de affiche of de zelfklever heeft geplakt of de graffiti, tag of ander opschrift heeft aangebracht;
4. de persoon die een handeling stelt die in de zin van onderhavig reglement tot vervuiling kan leiden.

Artikel 3

De persoon die een affiche of een zelfklever heeft gekleefd met toelating van de eigenaar, bezetter of beheerder van het goed, is vrijgesteld van de betaling van de belasting.

Artikel 4

De vastgestelde aanslagvoeten voor het dienstjaar 2013 zullen op 1 januari 2014 worden verhoogd met 2%, afgerond naar de dichtstbijzijnde vijf euro, volgens onderstaande tabel:

| | | Dienstjaar 2013 | Dienstjaar 2014 |
|---------------|--|-----------------|-----------------|
| VO ET 1 | per m ² vervuilde weg veroorzaakt door het doorrijden van een werfvoertuig zoals een vrachtwagen of een kraan. In ieder geval, zal een minimum bedrag van € 300,00 worden aangerekend | € 30,00 | € 30,00 |
| VO ET 2 | voor elke vervuiling veroorzaakt door een persoon of door het ding, het dier of de persoon over wie hij/zij de hoede heeft | €110,00 | €110,00 |
| VO ET 3 | voor elke menselijke ontlasting | €125,00 | €130,00 |
| VO ET 4 | per verstopte straatkolk | €150,00 | €155,00 |
| VO ET 5 | per zak of recipiënt, bevattende huisvuil of met huisvuil gelijkgesteld afval. In geval van recidivisme binnen de 5 jaar, zal de initiële aanslagvoet worden verhoogd met 50€ | €150,00 | €155,00 |
| VO ET 6 | per m ³ afval bestaande uit papier en/of karton dat niet bestemd is voor de huisvuilophaling. In ieder geval zal een minimale hoeveelheid van 1m ³ worden aangerekend | €245,00 | €250,00 |
| VO ET 7 | per m ³ zakken, recipiënten, voorwerpen of afval dat niet bestemd is voor de huisvuilophaling, met uitzondering van papier, karton, bouw-, afbraak- of renovatieafval zoals puin, verfesten, cementplaten, venster- en deurramen, enz. In ieder geval zal een minimale hoeveelheid van 1m ³ worden aangerekend | €395,00 | €405,00 |
| VO ET 8 | per m ² of per fractie m ² bevuilde oppervlakte door graffiti, tag of een ander opschrift, affiche of zelfklever waarbij een minimale oppervlakte van 1m ² zal worden aangerekend | €215,00 | €220,00 |
| VO ET 9 | per m ³ bouw-, afbraak- of renovatieafval zoals puin, verfesten, cementplaten, venster- en deurramen, enz. In ieder geval zal een minimale hoeveelheid van 1m ³ worden aangerekend | €780,00 | €795,00 |

Artikel 5

De belasting is contant tegen betalingsbewijs of per kohier verschuldigd. De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

Artikel 6

Vanaf het ogenblik dat deze belasting het voorwerp uitmaakt van een inkohiering, is zij te betalen binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Bij gebrek aan betaling binnen deze termijn brengen de verschuldigde sommen ten bate van het Gemeentebestuur, een nalatigheidinterest op, berekend volgens de bepalingen van artikel 414 van het Wetboek van de Inkomstenbelasting 1992.

Artikel 7

De belasting wordt door de gemeenteontvanger ingevorderd overeenkomstig de regels vastgesteld bij het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 8

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen. Het bezwaar moet gedagtekend en ondertekend zijn door de eiser of zijn vertegenwoordiger, met vermelding van naam, hoedanigheid, adres

of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld, alsook het onderwerp van het bezwaar, het verslag van de feiten en de middelen.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van verval, binnen de termijn van zes maanden vanaf de datum van de verzending van het aanslagbiljet of deze van de inning van de belasting voor diegene die niet aan de hand van een kohier werd geïnd.

Artikel 9

Onderhavig reglement treedt in werking vanaf de 5^{de} dag volgend op de publicatie. Zij vernietigt en vervangt het raadsbesluit van 25 november 2009 bedoeld in de inleiding.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 26 juni 2013.

Namens de raad :

Jacques Bouvier
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter